

DECISION N° 2024-117
Service assurances

**DECISION MODIFICATIVE N° 2
de la
REGIE DE RECETTES – CIMETIERES**

Le Maire d'Aubenas,

Vu la décision en date du 18 janvier 2008 instituant une régie de recettes pour les cimetières

Vu la délibération du conseil municipal en date n° 5 en date du 3 juillet 2020 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales

Vu la décision modificative n° 1 du 19 septembre 2016 fixant le montant de l'encaisse à 1250 €

Considérant qu'au vu des recettes réelles annuelles de la régie le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver prévu par la décision modificative n°1 n° 2016-95 du 19 septembre 2016 est trop faible

Qu'il convient de la modifier en conséquence

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 octobre 2024

DECIDE

Article 1 – l'article 6 de l'acte constitutif de la régie en date du 18 janvier 2008 est modifié comme suit : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 5000 € (cinq mille euros).

Article 2 – les autres articles de l'acte constitutif sont sans changement

Article 3 - Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Article 4 - Le Maire d'Aubenas et le comptable public assignataire de la commune d'Aubenas sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

FAIT à Aubenas le 29 octobre 2024

Signature de l'Autorité qualifiée

Le Maire d'Aubenas,
Jean Yves Meyer

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué,
André LOYET



Signature du Régisseur Titulaire et du
Mandataire, précédée de la formule « vu pour
acceptation
Guillaume LAVIE

Nicolas CHAUTARD

Vu pour acceptation

Vu pour acceptation,

Accusé de réception en préfecture
007-210700494-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

Transmis au représentant de



DECISION N° 2024-118
Service assurances

CESSATION DES FONCTIONS DE MANDATAIRE SUPPLEANT REGIE DE RECETTES – CIMETIERES

Le Maire d'Aubenas,

Vu la décision en date du 18 janvier 2008 instituant une régie de recettes pour les cimetières

Vu la délibération du conseil municipal en date n° 5 en date du 3 juillet 2020 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales

Vu la décision n°2024-33 en date du 13 mars 2024 portant nomination du mandataire suppléant Monsieur Didier PLAN de la régie de recettes des Cimetières

DECIDE

Article 1 – Monsieur Didier PLAN cesse ses fonctions mandataire suppléant de la régie de recettes des cimetières à compter du 23 octobre 2024.

Article 2 - Le Maire d'Aubenas et le comptable public assignataire de la commune d'Aubenas sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire de la Commune d'Aubenas, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

FAIT à Aubenas le 23 octobre 2024

Signature de l'Autorité qualifiée

Le Maire d'Aubenas,
Jean Yves Meyer

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué,

André LOYET



Transmis au représentant de
l'Etat le 07 NOV. 2024

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024



DECISION N° 2024-119
Service assurances

NOMINATION DES FONCTIONS DE MANDATAIRE SUPPLEANT REGIE DE RECETTES – CIMETIERES

Le Maire d'Aubenas,

Vu la décision en date du 18 janvier 2008 instituant une régie de recettes pour les cimetières

Vu la délibération l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 octobre 2024

Vu l'avis conforme du régisseur en date du 23 octobre 2024

Vu la décision n° 2024-118 portant cessation des fonctions de mandataire suppléant de Monsieur Didier PLAN du 23 octobre 2024

DECIDE

Article 1 – Monsieur Nicolas CHAUTARD est nommé mandataire suppléant de la régie de recettes pour les cimetières pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes pour les cimetières avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 – En cas d'absence pour maladie, congé, ou tout autre empêchement exceptionnel, le Régisseur titulaire M. Guillaume LAVIE sera remplacé par Monsieur Nicolas CHAUTARD mandataire suppléant.

Article 3 – Monsieur Nicolas CHAUTARD mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds d'un montant de 11.67 euros pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 4 – le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, en charge de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 5 – le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article le 432-10 du code pénal.

Article 6 – le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

Article 7 : le régisseur titulaire et le mandataire suppléant est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 Avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

FAIT à Aubenas le 23 octobre 2024

Signature de l'Autorité qualifiée
Pour nommer le Régisseur

Le Maire d'Aubenas,
Jean Yves Meyer



André LOVET

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué,

Signature du Régisseur titulaire et du Mandataire suppléant
Précédées de la formule manuscrite « Vu
pour acceptation »

Guillaume LAVIE

Vu pour acceptation

Nicolas CHAUTARD

Vu par acceptation,



DECISION n° 2024-~~120~~
Service assurances

**ACTE CONSTITUTIF d'une
REGIE D'AVANCE et des RECETTES pour les activités « Enfance-Jeunesse »**

DECISION

Le Maire d'Aubenas,

Vu (3) l'article L.315-17 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu (4) l'article L.6143-7 du code de la santé publique ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Vu la délibération du conseil municipal en date n° 5 en date du 3 juillet 2020 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 octobre 2024

DECIDE

ARTICLE 1 - Il est institué une régie d'avances et de recettes pour les activités d'accueil de loisirs enfance -jeunesse portées par la Commune d'Aubenas.

ARTICLE 2 - Cette régie est installée au Centre Social et Culturel « Au fil de l'Eau » - 12, rue de l'Expert à Aubenas à compter 21 octobre 2024.

ARTICLE 3 - La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 4 - La régie d'avance, paie les dépenses urgentes de fonctionnement et nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement dans la limite de l'avance consentie pour l'achat de :

- Carburant 60622
- Alimentation 60623
- Petit équipement -fourniture 60632
- Produits d'entretien 60631
- Livres-Disques 6065
- Produits pharmaceutiques 60668
- Location mini-bus 61358

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

- Autres (services extérieurs) 6288

ARTICLE 5 - Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- En numéraire
- Chèques
- Carte bancaire

ARTICLE 6 : la régie de recettes encaisse les produits suivants :

- Participation familiale selon une grille tarifaire jointe en annexe.

ARTICLE 7 : les recettes désignées à l'article 6 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,

ARTICLE 8 - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

ARTICLE 9 - L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 10 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 000 €. Le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est quant à lui fixé à 500 Euros.

ARTICLE 11 - le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 Euros.

ARTICLE 12 - le montant du fond de caisse est de 200 €

ARTICLE 13 - Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de recettes et de dépenses toutes les deux semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 - Le régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 15 - Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 16 - Le Maire d'Aubenas et le comptable public assignataire de la commune d'Aubenas sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

FAIT à Aubenas le 29 octobre 2024

SIGNATURE
DE L'AUTORITE QUALIFIEE
POUR CREER LA REGIE

Le Maire,

Jean-Yves MEYER

POUR LE MAIRE

l'Adjoint délégué

André LOYET



Transmis au représentant de

l'Etat le 07 NOV. 2024

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024



DECISION N° 2024-121
Service assurances

**Nomination du Régisseur Titulaire et du Mandataire suppléant de la
REGIE D'AVANCES et des RECETTES pour les activités
Les activités « Enfance-Jeunesse »**

Le Maire d'Aubenas,

Vu la décision en date du 15 octobre 2024 instituant une régie d'avance et des recettes pour les activités « Enfance-Jeunesse »

Vu la délibération en date du 24 juillet 1998 fixant le régime global des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 octobre 2024

DECIDE

Article 1 – Madame Christine Alberto est nommée régisseur titulaire de la régie de la régie Mixte d'Avances et des Recettes pour les activités « Enfance-Jeunesse »

Article 2 – En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Christine Alberto sera remplacée par Monsieur Rachid Boulbaroud mandataire suppléant.

Article 3 – Madame Christine Alberto percevra une indemnité de maniement des fonds de 110 euros. Le régisseur titulaire ne perçoit pas la NBI.

Article 4 – Monsieur Rachid Boulbaroud mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds d'un montant de 11.67 euros pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 5 - Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, en charge de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 6 - Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir des sommes et payer des dépenses pour des produits et des charges autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 7 - Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 8 - Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

FAIT à Aubenas le 21 octobre 2024

Signature de l'Autorité qualifiée
Pour nommer le régisseur titulaire
Le Maire d'Aubenas
Jean Yves Meyer

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué

André LOYET

Signature du Régisseur Titulaire
précédée de la formule « vu pour acceptation ».

Christine ALBERTO

vu pour acceptation

Signature du Mandataire suppléant
précédée de la formule « vu pour acceptation ».

Rachid BOULBAROUD

vu pour acceptation

Transmis au représentant de

l'Etat le 13 NOV. 2024

N° 2024/122
Pôle Finances - Achats
Service Achats - Marchés Publics

OBJET : **Marché sans publicité ni mise en concurrence**
Marché pour la production et pose signalétiques pour trois
expositions d'automne – C24_CAC_012

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité,

Vu la délibération n° 5 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation au Maire dans les domaines énumérés à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande publique, notamment l'article R2122-8,

Considérant que les trois expositions d'automne, prévues du 16/11/2024 au 30/03/2025 au Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine de la Ville d'Aubenas, nécessitent la production de la pose de signalétiques particulières.

DECIDE

Il est décidé de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence avec la société Œil de Lynx (SIRET 894 607 969 00017), représentée par M. Christophe MICHEL, pour la production et la pose de signalétiques pour trois expositions d'automne au centre d'art contemporain et patrimonial.

Lé marché est conclu pour une durée de 15 jours et démarrera à la date de notification du présent marché. Son montant estimatif s'élève à 6 500,00 euros Hors Taxes.

La Directrice Générale des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Aubenas, le 30 octobre 2024

Le Maire,
Jean-Yves MEYER

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué

André LOYET

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier.

Notifié le :

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024



www.aubenas.fr

Décision n° 2024-123

Service Assurances

DECISION

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité par délégation du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, en vertu de l'article L. 2122-22 alinéa 5 du code Général des Collectivités Territoriales,

Décidons

Article 1 :

La commune d'Aubenas loue à Monsieur Mario Da Costa un appartement rdc-1, situé 14 chemin des écoliers à Aubenas, depuis le 1^{er} décembre 2011 pour une durée de six ans. Le Loyer est révisable le 1^{er} décembre de chaque année.

Article 2

Le loyer annuel à compter du 1^{er} décembre 2024 est fixé comme suit :

Loyer x nouvel indice IRL 2^{re} trimestre 2024
Indice IRL 2^e trimestre 2023

$$\frac{3\,505.65 \times 145.17}{140.59} = 3\,619.85 \text{ €}$$

Soit un loyer mensuel de 301.65 €

Article 3

Le Directeur Général des Services de la Ville d'Aubenas, Monsieur le Trésorier Principal d'Aubenas sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Aubenas, le 7 novembre 2024

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier. »

Transmis au représentant de l'Etat :

Publié le :

Notifié le :



Le Maire,

Jean-Yves MEYER

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué.

Transmis au représentant de

l'Etat le **12 NOV. 2024**

André LOYET

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

DECISION

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité par délégation du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, en vertu des dispositions de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° 2010-30 du 23/11/2010,
Vu la convention pour l'installation d'un relais de radiotéléphonie à Aubenas en date du 23/11/2010,
Vu la décision n° 2015-48 du 30 avril 2015,
Vu l'avenant n° 1 du 30 avril 2015,
Vu l'avenant n° 2 du 6 décembre 2016

Considérant que la Ville et SFR ont conclu le 23 novembre 2010 un contrat en vue de l'exploitation d'une station radioélectrique sise lieu-dit « chemin des fontaines » parcelle cadastrée A2851 à Aubenas (07200).

Que par avenant du 30 avril 2015, ce contrat a été transféré au bénéfice de la Société INFRACOS dont sont actionnaires les sociétés BOUYGUES TELECOM et SFR.

Considérant que les réseaux nécessitent régulièrement des investissements pour pouvoir répondre à la demande croissante des utilisateurs de Smartphones et autres objets communicants.

Que ces investissements coûteux ne peuvent se concevoir qu'à moyen et long terme sur des installations pérennes.

Considérant que la ville et la Société INFRACOS ont signé un avenant n° 2 d'une durée de 12 ans à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2028 autorisant la sous-location par INFRACOS à ses actionnaires : BOUYGUES TELECOM et SFR.

DECIDE

Article 1 :

La redevance du 1^{er} décembre 2024 au 30 novembre 2025 conformément aux conditions de la convention du 23 novembre 2010 et de son avenant n° 2 en date du 6 décembre 2016 s'élève après indexation à la somme de 5277.93€ (cinq mille deux cent soixante-dix-sept euros quatre-vingt-treize cents) et fera l'objet d'un titre de recette.

Article 2 :

Le trésorier principal d'Aubenas et le Directeur Général des Services d'Aubenas sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transcrite au registre des décisions du Maire.

Article 3 :

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier. »

Fait à Aubenas le 7 novembre 2024

En 5 exemplaires :

Service assurances

DG X2

Finances

Comptable public

Transmis au représentant de l'Etat le 12 NOV. 2024



Le Maire d'Aubenas

Jean Yves MEYER

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué
André LOYET

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

N° 2024/125
Pôle Finances - Achats
Service Achats - Marchés Publics

OBJET : ***Marché passé selon une procédure adaptée MAPA.
Déclaration sans suite : Consultation pour un marché d'acquisition de
véhicules d'occasions pour les services de la Ville d'Aubenas – M2024 024***

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité,

Vu la délibération n° 5 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation au Maire dans les domaines énumérés à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la procédure adaptée mise en œuvre en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande publique.

Vu les articles R 2185-1 et R 2385-2 du Code de la Commande publique.

Considérant que le marché a été publié sur le profil d'acheteur de la Ville d'Aubenas et que la date limite de remise des offres a été fixée au 09 Octobre 2024.

Considérant qu'un avis de publicité a été publié le 23 septembre 2024 sur le profil d'acheteur, le site internet de la Ville d'Aubenas et dans un Journal d'annonce légale.

Considérant qu'un seul dépôt a été réalisé sur le profil d'acheteur pendant la durée de la consultation, que la candidature est irrecevable et l'offre irrégulière.

DECIDE

Article 1 : Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et du décret n°2018-1075 du 03/12/2018, d'abandonner la procédure de passation du marché public cité en objet et de le déclarer sans suite en l'absence de candidature recevable et d'offres régulières.

Article 2 : Décide de ne pas relancer la procédure de passation du marché public.

Article 3 : La Directrice Générale des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Aubenas, le 08/11/2024

Monsieur le Maire
Jean YVES MEYER



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier.

Notifié le :

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

N° 2024/126

Pôle Finances - Achats

Service Achats - Marchés Publics

OBJET : ***Marché passé selon une procédure adaptée MAPA.
Déclaration sans suite : Consultation pour un marché de vérifications
techniques et réglementaires des appareils de levage de la Ville d'Aubenas –
M2024 028***

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité,

Vu la délibération n° 5 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation au Maire dans les domaines énumérés à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la procédure adaptée mise en œuvre en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande publique.

Vu les articles R 2185-1 et R 2385-1 du Code de la Commande publique.

Considérant que le marché a été publié sur le profil d'acheteur de la Ville d'Aubenas et que la date limite de remise des offres a été fixée au 04 Décembre 2024.

Considérant qu'un avis de publicité a été publié le 07 novembre 2024 sur le profil d'acheteur, le site internet de la Ville d'Aubenas et dans un Journal d'annonce légale.

Considérant que le besoin du pouvoir adjudicateur a évolué et que pour des raisons économiques il est nécessaire de relancer une consultation globale englobant les besoins de ce marché,

Considérant qu'aucun dépôt de plis n'a été effectué sur le profil d'acheteur,

DECIDE

Article 1 : Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et du décret n°2018-1075 du 03/12/2018, d'abandonner la procédure de passation du marché public cité en objet et de le déclarer sans suite pour motif d'intérêt général.

Article 2 : Décide de relancer la procédure de passation du marché public.

Article 3 : La Directrice Générale des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Aubenas, le 18/11/2024

Monsieur le Maire
Jean YVES MEYER



Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier.

Notifié le :

N° 2024/127
Pôle Finances - Achats
Service Achats - Marchés Publics

OBJET : *Marché sans publicité ni mise en concurrence
Marché de Prestation lumière pour le Montage de l'exposition
automne 2024 au centre d'art contemporain et patrimonial –
C24_CAC_14*

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité,

Vu la délibération n° 5 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation au Maire dans les domaines énumérés à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande publique, notamment l'article R2122-8,

Considérant que des prestations spécifiques de montage sont nécessaire pour la réalisation des expositions d'Automne 2024 du Centre d'Art Contemporain de la Ville d'Aubenas,

DECIDE

Il est décidé de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence avec le prestataire Thomas PELLET (SIRET : 789 342 771 00019), pour des prestations de lumières dans le cadre du montage de l'exposition d'automne 2024 au centre d'art contemporain et patrimonial.

Le marché est conclu pour une durée de 4 jours et démarrera le 11 novembre 2024. Son montant estimatif s'élève à 1 008,00 euros Hors Taxes.

La Directrice Générale des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Aubenas, le 20/11/2024

Le Maire,
Jean-Yves MEYER

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier.

Notifié le :

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024



www.aubenas.fr

Décision n° 2024-128
Service Assurances

DECISION

Nous, Jean-Yves MEYER, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité par délégation du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, en vertu de l'article L. 2122-22 du code Général des Collectivités Territoriales,

Décidons

Article 1 :

La commune d'Aubenas loue à la société M LINGERIE EURL, représentée par sa gérante Madame Matilde PESENTI, un local sis 8 rue Champalbert 07200 Aubenas. Cette location a fait l'objet d'un transfert de bail commercial signé le 23 mars 2021.

Le loyer est révisé triennalement en fonction des variations de l'indice des loyers ILC (indice des locaux commerciaux), publié trimestriellement par l'INSEE avec pour indice de référence : ILC du 2^e trimestre 2018 soit 112.59.

Le loyer est révisé le 1^{er} janvier 2025

Article 2

Loyer 2022 x indice ILC 2e trimestre 2024(136.72)
Indice ILC 2^e trimestre 2021 (118.41)

$$\frac{3511.52 \text{ €} \times 136.72}{118.41} = 4\,054.50 \text{ €}$$

En conséquence, le prochain loyer calculé pour trois ans s'élèvera à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027 à 4 054.50 €.

Soit un loyer mensuel de : 337.87 €

Article 3

La Directrice Générale des Services de la Ville d'Aubenas, Monsieur le Trésorier Principal d'Aubenas sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Aubenas, le 20 novembre 2024

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente (ou le présent pour les arrêtés) peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr) soit par courrier. »

Transmis au représentant de l'Etat :

Publié le :

Notifié le

Le Maire,
Jean-Yves MEYER
POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué.
André LOYET

Transmis au représentant de

l'Etat le 26 NOV. 2024

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024

DECISION DU MAIRE

N° 2024/ 129

Pôle Citoyenneté

OBJET : Droits d'accès à la zone piétonne du centre-ville – Tarifs

Nous, Jean-Yves Meyer, Maire de la Ville d'Aubenas, agissant en cette qualité par la délégation du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, en vertu de l'article L. 2122-22 alinéa 5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n°37 du conseil municipal en date du 22 décembre 2011 décidant de l'accès réglementé à la zone piétonne du centre-ville,
Vu l'arrêté N° 2023/ 529 du 24 mars 2023 portant règlement de l'aire piétonne d'Aubenas,

DECIDONS

Article 1 :

Un dépôt de garantie sera demandé contre toute remise d'un badge d'accès à la zone piétonne réglementée du centre-ville.

Article 2 :

Le montant du dépôt de garantie est fixé à 30€ (trente euros).

Article 3 :

Le dépôt de garantie est intégralement conservé si :

- Le badge n'est pas restitué quelle qu'en soit la cause (vol, perte,)
- Le badge est restitué détérioré et doit faire l'objet d'un remplacement
- Pour toute demande d'un nouveau badge quelle qu'en soit la cause (vol, perte, détérioration...)

Article 4 : Le dépôt de garantie est rendu au titulaire du droit d'accès lors de la restitution du badge conformément à l'autorisation qui lui aura été délivrée.

Article 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision qui est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (Tribunal administratif de Lyon – Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut être aussi saisi sur le site www.telerecours.fr

Article 6 :

La Directrice Générale des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transcrite au registre des délibérations du conseil municipal.

Fait à Aubenas le 21/11/2024



Le Maire
Jean-Yves MEYER

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué.

André LOVET

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024